

mardi 12 mai 2026

Université Grenoble Alpes (UGA)



Mobilisation du 12 mai : contre les frais d'inscriptions pour les étudiant·es étranger·es, contre les suppressions de postes à l'UGA

MARDI 12 MAI – APPEL À LA GRÈVE ET À LA MOBILISATION à l'UGA contre l'augmentation des frais d'inscriptions pour les étudiant·es étrangères, contre l'austérité et les suppressions de postes !

PROGRAMME DE LA JOURNÉE DU 12 MAI

- 10h à 12h venez nous retrouver et échanger à la table syndicale devant la présidence !
- 12h - Rassemblement devant la présidence UGA
- 13h - Assemblée Générale des personnels et étudiant·es devant la présidence

Les personnels du centre universitaire d'études françaises (CUEF) qui fête ses 130 ans cette année se mobilisent, en effet plus de 90% de l'équipe enseignante a déclaré son intention de faire grève demain contre le décret Baptiste sur les frais d'inscriptions différenciés pour les étudiants extracommunautaires ainsi que contre le non renouvellement de 3 CDD enseignants. Le CUEF est une porte d'entrée pour les étudiants étrangers dont 67% sont extracommunautaires mais aussi une vitrine internationale pour notre université.

En novembre dernier, et dans un calendrier très court et contraint, la présidence de l'UGA a annoncé 62 nouvelles suppressions de postes Biatss sur 3 ans, au départ « dans les services centraux ». La présidence annonce alors que ces suppressions de postes se feront « *sans dégrader la qualité de service et les conditions de travail* ». Les élu·es CGT ont réagi immédiatement : nous constatons comme vous sur le terrain, de manière quasi quotidienne, l'impact des suppressions ou « différés » de postes passées, sur la qualité du service rendu comme sur les conditions de travail ou d'études.

Dans le même temps, l'administration développe son « Plan de Transformation de l'Administration » (PTA), avec l'appui d'un cabinet extérieur (Ygor). Nous nous inquiétons, avec de nombreuses et nombreux collègues, de la coïncidence entre ce PTA, et les réorganisations des services en cours ou à venir dans le cadre de cette « trajectoire emplois ».

Dans les instances UGA — CSA du 25 novembre 2025

Suite à la présentation par la présidence, un avis est adopté en CSA à l'unanimité par les 8 représentant·es des personnels présent·es : 3 CGT, 2 FSU, 2 UNSA (SNPTES et Sup'Recherche), 1 CFDT.

« Les représentants du personnel s'inquiètent des impacts de la trajectoire des emplois Biatss 2026 et demandent que la F3SCT [Formation Spécialisée en Santé, Sécurité et Conditions de Travail] soit saisie de la question. »

À l'occasion d'un groupe de travail organisé le 17 mars, dans le cadre de la F3SCT, les élu·es CGT ont demandé si l'impact des suppressions de postes passées avait été évalué par l'établissement.

Non seulement cette évaluation n'a pas été faite, mais pour la DGDRH il n'y a plus de suppressions de postes depuis la fin du PRE (soit depuis 2020). Il nous est même annoncé une hausse du nombre d'emplois.

Pour mieux comprendre ce discours, voici ci-dessous les chiffres issus des rapports sociaux de l'UGA.

	Titulaires	CDI	CDD	% contractuels
2021	1626	247	509	31,74 %
2022	1563	295	545	34,96 %
2023	1504	358	587	38,59 %
2024	1455	375	616	40,52 %

Ces données montrent bien des suppressions de postes de titulaires (171 postes titulaires en moins entre 2021 et 2024), avec en parallèle une forte augmentation des emplois précaires, ce qui permet en effet la DGDRH de parler de « créations d'emplois ».

Ces données peuvent aussi être comparées aux emplois enseignant·es / enseignant·es-chercheur·ses :

	Titulaires	Contractuels	% contractuels
2021	2044	483	19,11 %
2022	1997	521	20,69 %
2023	1972	554	21,93 %
2024	1839	562	23,41 %

205 postes de titulaires en moins, 79 postes de contractuels en plus : les emplois enseignant·es ou EC suivent la même tendance à la précarisation que les emplois Biatss.

Pendant ce temps, dans un établissement pas si lointain...

Nous notons aussi qu'à la même période, à Grenoble INP-UGA, l'administrateur général utilise comme indicateur le ratio Biatss/Enseignant·es, et en comparant cet indicateur à d'autres établissements pour justifier les suppressions de postes Biatss. On peut voir à quel point l'utilisation de cet indicateur est doublement fallacieux :

- à une période où le nombre de postes enseignant·es / EC chute, tenter de maintenir voire de faire baisser cet indicateur ne peut mener qu'à supprimer aussi des postes Biatss
- l'usage de cet indicateur masque une réalité que chacun·e peut vérifier concrètement : nous n'avons pas les moyens (humains, financier) de faire notre travail correctement ! Et ce quel que soit le poste qu'on occupe : administratif·ve, technicien·ne, ingénieur·e, bibliothécaire, enseignant·e, enseignant·e-chercheur·se, doctorant·e... Toutes et tous, quel que soit notre métier, notre travail est essentiel au service public de l'université.

Nous dénonçons régulièrement le « pilotage par les indicateurs », caractéristique de la Nouvelle Gestion Publique : ce type de politique en est un parfait exemple.

À l'occasion de ce GT sur la « trajectoire emplois Biatss », la DGDRH a confirmé la méthode déjà mise en place, et déjà amorcée pour ces suppressions de postes. Ainsi, depuis janvier, comme vous avez pu le constater dans votre service, pour chaque départ (en retraite, en disponibilité, etc.), le renouvellement du poste n'est plus automatique, et l'« organisation » du travail et du service est questionnée.

La CGT dénonce ces suppressions de poste et cette méthode, qui n'a par ailleurs jamais été validée dans une instance représentative (CSA ou F3SCT), ni présentée en CA.

Dans les instances UGA - F3SCT du 28 avril

Suite à nos demandes répétées, cette méthode a enfin été présentée (sans vote) en F3SCT le 28 avril dernier (alors même que la méthode est appliquée depuis janvier).

À cette F3SCT, la CGT a demandé la mise au vote de l'avis suivant, avec le soutien du SNPTES :

« La présidence de l'UGA a annoncé, en séance du comité social d'administration (CSA) du 25 novembre 2025, sa volonté de supprimer 60 postes Biatss sur 3 ans, dont 22 postes en 2026.

Depuis 2021, la présidence de l'UGA a mis en place une « trajectoire financière » prévoyant la suppression ou le gel de 256 postes de 2021 à 2028. Cette « trajectoire financière », toujours en cours, faisait elle-même suite à un « Plan de Retour à l'Équilibre ». À chaque étape de ces différents plans, le comité technique puis le comité social d'administration s'est prononcé contre ces suppressions de postes, prévoyant les inévitables dégradations de qualité de service ou de conditions de travail ou d'études, dégradations que nous constatons depuis des années.

Le document présenté en CSA précise l'enjeu de « transformer le fonctionnement de l'UGA sans dégrader la qualité de service et les conditions de travail », cet enjeu nous paraît hors d'atteinte au vu de l'histoire récente des réorganisations successives de l'UGA ou de ses composantes et services. La F3SCT alerte donc sur l'impact potentiel que ces nouvelles suppressions de postes envisagées font peser sur les conditions de travail, et est donc défavorable à cette nouvelle « trajectoire emplois Biatss ».

La F3SCT rappelle la responsabilité de l'employeur concernant la santé et la sécurité au travail des agents de l'UGA, et à ce titre de sa responsabilité relative aux impacts sur la santé d'éventuelles suppressions de postes. »

Le président et les autres organisations syndicales ont refusé que ce vote ait lieu.

Nous appelons les collègues à rester mobilisé·es sur le sujet, nous avons besoin d'un maximum de témoignages. N'hésitez pas à nous faire part :

- si vous avez connaissance de postes supprimés, disparus ou précarisés ces dernières années
- si vous avez connaissance de réorganisations de service à l'occasion de départs non renouvelés, avec l'impact sur la charge de travail, les conditions de travail (notamment la perte de sens du travail) ou la qualité du service.

Nous organiserons dans les mois qui viennent des réunions d'informations syndicales, dans les services, laboratoires et composantes, pour discuter de ce sujet.